



Lors d'une rencontre avec la presse mardi, les dirigeants de la plateforme INITE ont dénoncé le manque de volonté du président Michel Martelly d'organiser les élections dans le pays. INITE a exigé, entres autres, du chef de l'état à procéder à « l'annulation de tous les actes, dispositions et mesures adoptés en violation de la loi et de la constitution en vue d'entamer un processus devant aboutir à de véritables élections dans le pays », a constaté Haiti Press Network.

« Il n'est pas exagéré de dire que les élections constituent le cadet des soucis du président de la République », a dénoncé l'ancienne plateforme présidentielle de René Préal.

Le directoire de la plateforme a invité le président Martelly à donner des signes évidents pour la mise en branle d'un processus électoral fiable en s'engageant vraiment à respecter les règles du jeu de démocratique.

Pour garantir la confiance au sein de l'appareil électoral, le Coordonateur adjoint de INITE, le docteur Jean Joseph Molière a suggéré au président Martelly « d'annuler tous les actes,

dispositions et mesures adoptés en violation de la loi et de la constitution ».

INITE a fait un ensemble de proposition au chef de l'état haïtien dont la remise à plat de toute décision prise antérieurement, tant en vue de la formation du Conseil électoral que de la construction de l'appareil chargé d'administrer dans le processus.

Docteur Molière a proposé aux trois pouvoirs de designer leurs 3 représentants respectifs à partir d'un « bassin de 18 noms soumis par des organisations crédibles et notoirement connues de la société. Les personnalités proposées, a-t-il ajouté, devraient être reconnues pour leur compétence, leur intégrité et leur courage.

Ces membres, a poursuivi le coordonateur adjoint de INITE, devraient s'engager au préalable à ne pas faire partie du prochain conseil électoral permanent, ni exercer une quelconque fonction à quelque titre dans l'administration publique pour les 5 prochaines années à partir de la proclamation des résultats des prochaines élections.

Le Coordonateur national de la Plateforme Levaillant Louis-Jeune croit que le pouvoir exécutif a intérêt à mettre an application ces propositions afin d'éviter des élections frauduleuses qui déboucheront sur des contestations et de l'instabilité politique dans le pays.